



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la Coordination des
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE DCPAT-2024 n° 247

transférant l'autorisation d'exploiter accordée à La SOCIÉTÉ DES DÉCHARGES ANGEVINES
(SEDA) au profit de la société SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE
pour l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux et Dangereux
et autres installations de traitement de déchets
situées CD 191 – 2 lieu-dit La Ferme de Champtuce
Champteussé-sur-Baconne
49 200 CHENILLE-CHAMPTÉUSSE

Installations classées pour la protection de l'environnement

Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques,

VU le titre Ier du livre V du Code de l'environnement, et notamment ses articles R. 516-1 et R.181-47 ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;

VU l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n° 2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

VU les arrêtés préfectoraux des 11 mai 1994 modifié, 23 juillet 2004 modifié, 18 avril 2013, autorisant la SEDA à exploiter et à étendre l'exploitation des activités et des installations situées sur la commune de Champteussé-sur-Baconne - 49220 ;

VU la demande de transfert d'autorisation environnementale portée à la connaissance du préfet, le 5 mars 2024, par la société SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE dont le siège social est situé Tour Cb 21, 16 place de l'Iris 92400 Paris La Défense Cedex ;

VU la demande d'autorisation d'exploiter du 15 décembre 2021 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 juillet 2024 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 2 août 2024 ;

VU l'absence d'observation formulée le 12 août 2024 par le demandeur sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la demande, qui consiste au transfert d'autorisation environnementale au profit de la société SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE ne constitue pas une modification substantielle au sens des articles R.181-46 et L.181-14 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ce transfert requiert une autorisation préfectorale pour le changement d'exploitant et la constitution de garanties financières conformément aux articles R.516-1 et R.181-47 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande de transfert d'autorisation environnementale au profit de la société SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE est instruite dans les formes prévues par l'article R.516-1 du Code de l'environnement qui prévoit que l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire,

ARRETE

Article 1 - OBJET

La société SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE, dont le siège social est situé Tour Cb 21, 16 place de l'Iris 92400 Paris La Défense Cédex, est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations de stockage de déchets dangereux et non dangereux et autres installations de traitement de déchets situées CD 191 - 2 lieu-dit La Ferme de Champtuce Champteussé-sur-Baconne 49200 Chenillé-Champteussé (commune nouvelle) en remplacement du précédent exploitant.

ARTICLE 2 – CONDITIONS D'EXPLOITATION

L'exploitation est poursuivie dans les conditions énoncées par les arrêtés préfectoraux suivants :

DI - 87 - n°652 du 10/07/1987 ;
D3 - 94 - n°327 du 11/05/1994 ;
D3 - 99 - n°121 du 01/02/1999 ;
D3 - 2004 - n°571 du 23/07/2004 ;
D3 - 2004 - n°64 du 23/01/2004 ;
D3 - 2006 - n°285 du 31/05/2006 ;
D3 - 2006 - n°484 du 29/08/2006 ;
D3 - 2008 - n°66 du 23/01/2009 ;
D3 - 2008 - n°630 du 05/11/2008 ;
DIDD - 2011 - n°425 du 29/09/2011 ;
DIDD - 2013 - n°86 du 18/04/2013 ;
DIDD - 2017 - n°340 du 08/12/2017.

ARTICLE 3 - GARANTIES FINANCIÈRES

La société SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE constitue des garanties financières pour l'établissement de Champteussé-sur-Baconne 49200 Chenillé-Champteussé et adresse **sous 1 mois** à monsieur le préfet de Maine-et-Loire une attestation de constitution de celles-ci.

ARTICLE 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette

notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télerecours citoyens accessible sur le site www.telerecours.fr

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 5 – MESURES DE PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de Chenillé-Champteussé et affichée à la porte de cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par la mairie concernée, et transmis à la préfecture.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 2.4 - Modalités d'exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la sous-préfète de Segré-en-Anjou Bleu, la colonelle commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées, le maire de la commune de Chenillé-Champteussé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE.

Fait à Angers, le 7 Octobre 2024.

Pour le Préfet et par délégation,
le Sous-Préfet de Cholet,
Secrétaire général par intérim,

Corinne MINOT

